

Les femmes, les infâmes... la violence gratuite en France, c'est culturel...

écrit par Paco | 10 décembre 2019



Les femmes, les infâmes...

De l'iSSlam, la violence est la défécation !
Dès lors que le Koran, par ses imprécations,
met la fatma plus bas que terre,
rend les filles moins que leurs frères,
la fureur est le fruit de cette aliénation...

PACO. Les mille et un ennuis...

09/12/2019.

C'est une interview majeure que vient de donner le pédopsychiatre Maurice Berge au Figaro, la semaine dernière. [Une interview au sujet des violences gratuites qui explosent littéralement en France](#), sans que les autorités ne fassent quoi que ce soit pour les endiguer, et alors qu'elles touchent un nombre croissant de Français dont le droit à la sécurité est constamment violé.

Violence gratuite en France : influences culturelles et manque d'empathie

Maurice Berger qui est sans doute le plus grand spécialiste de la prise en charge psychologique des enfants et adolescents violents en France, y révèle le pourquoi de cette explosion de la violence gratuite. Et bien entendu, on est très loin des sempiternels discours sur l'exclusion, sur la pauvreté, sur tout ce qui englobe une culture de l'excuse qui permet de ne pas agir si ce n'est d'arroser copieusement d'argent des territoires de France passés sous contrôle non plus des autorités, mais de gangs et de clans.

« Toutes les deux minutes, une plainte est déposée à la police pour une violence gratuite et tout citoyen peut être confronté à une telle agression » explique M. Berger pour introduire, tout en expliquant que les mineurs auteurs de violence, y compris après passage devant la justice, se remettent de moins en moins en question et changent peu de comportement (65 % aujourd'hui contre 85 % auparavant).

Et Maurice Berger de dénoncer les attitudes politiques, qui n'ont jamais voulu traiter le problème à la racine. **Et d'évoquer une forme de « droit au tabassage » autorisé par la justice française.** *« Un facteur parmi d'autres est l'impunité importante concernant la première atteinte aux personnes, que j'appelle le droit de tabassage. En réadaptation fonctionnelle*

où je travaille aussi, je reçois des adultes qui gardent à vie des séquelles physiques ou cérébrales définitives après une agression pour un supposé mauvais regard, et dont l'agresseur mineur n'est puni que d'un sursis car il n'était pas récidiviste. La vie ou la qualité de la vie restante de la victime est ainsi démonétisée. Or c'est simple, quand on n'est pas puni, on recommence. »

Selon le pédopsychiatre, l'explication de la violence par la « ghettoïsation » et la « stigmatisation » n'est pas la bonne, et « l'achat » de famille à coup d'aides sociales ne règle nullement les problèmes de violence, y compris des violences conjugales, « maltraitance qui est souvent liée dans mes recherches à une culture intégrant l'inégalité homme-femme ». L'éducation, la culture, semble être la clé de tout.

« Les causes premières de la violence se situent dans la petite enfance. Les mères elles-mêmes ont souvent eu une enfance tellement désastreuse qu'elles sont incapables de sourire à leur bébé, de lui parler, de comprendre quand il a besoin d'être rassuré par un câlin. Surtout, ces parents ne jouent jamais avec leur enfant petit (les jeux vidéos ne sont pas de vrais jeux). Ces enfants n'apprennent jamais le "faire semblant", et devenus adolescents, leur pensée est pauvre, le mot qui revient le plus souvent dans mes entretiens est "normal", sans plus d'explication sur leurs actes. Quand on n'a pas joué à faire des accidents avec des petites voitures, ou avec des figurines de pompiers qui viennent éteindre le feu en faisant "pin pon", on ne sait jouer qu'en vrai. Un jeune m'explique "on s'ennuyait, alors on a mis le feu à un entrepôt" (coût 1.700.00 euros totalement remboursés par les assurances responsabilité civile scolaire) (...) Dans ce contexte, détruire, comme frapper, est le jeu de ceux qui n'ont pas d'imagination. Faire venir les pompiers pour les attaquer n'est pas une révolte contre l'uniforme en général, c'est un jeu des plus sommaires, qui peut être à "mort réelle" ».

Maurice Berger, qui publie un livre majeur à propos de cette violence ([Sur la violence gratuite en France. Adolescents, hyperviolents, témoignages et analyses](#), L'Artilleur, 2019), explique que les premières années de vie sont décisives. Qu'un enfant, qu'un bébé, procède par imitation (exemple du sourire) et que si aucun modèle ne lui est proposé comme un miroir, il ne pourra pas se développer convenablement. Que les émotions du visage sont dès lors mal perçues, mal interprétées, sujettes elles aussi plus tard à violences. Et le pire de tout sera ensuite également l'absence d'empathie, décelée chez de nombreux sujets, et qui conduit aux pires exactions.

*« Je demande à un jeune qui a mis un adulte dans le coma pour un supposé mauvais regard, pourquoi il n'a pas tué sa victime. Réponse : "parce qu'un copain m'a tiré en arrière par mon sweat". Je l'interroge sur ce que cela aurait fait à la mère de sa victime si son fils était mort. "Elle aurait été triste un moment, puis il faut passer à autre chose, ne pas s'apitoyer toute sa vie, c'est ballot. Il aurait dû mourir un jour de toute manière". **Aucun des jeunes que j'ai rencontrés n'a manifesté de réel sentiment de culpabilité pour ses violences, ce qui est très déstabilisant pour les professionnels, il faut passer par d'autres voies** ».*

Terrifiant.

Violences gratuites : une réponse politique et judiciaire inadaptée

Maurice Berger explique travailler majoritairement avec des enfants et des jeunes Maghrébins, issus de familles ayant un fonctionnement clanique, sous la coupe du père ou de la mère. **Un fonctionnement pratiquant l'exclusion pour qui ne pense pas comme le groupe, et dans lequel l'individu est à la fois totalement effacé mais aussi en mode « enfant roi ».**

« Dans ce cadre indifférencié, certains parents nous déclarent

avoir décidé de ne jamais dire non à leur enfant ! Les conséquences de ce fonctionnement sont d'abord que les codes du groupe priment sur la loi extérieure. Et la représentation que ces jeunes ont de la relation n'est pas de personne à personne mais de groupe à groupe. Si l'un d'eux est en difficulté dans une relation, il rameute son groupe : "mes frères vont venir te tuer" ».

Et de déplorer le manque de réponse judiciaire qui complète le manque d'éducation familiale. Pas d'interdits, pas de présence paternelle bien souvent et au final, l'enfant qui grandit tel un barbare en construction :

« La décision judiciaire est très souvent le seul repère qui fournit à un jeune un reflet de la gravité de ses actes. La progressivité de la sanction prive certains de ce miroir nécessaire qui leur indique ce qui est permis ou défendu, sans même parler de ce qui est bien ou mal. Et certains jeunes ne profitent du travail éducatif qu'après un passage dans un lieu de privation de liberté, privation de la liberté de frapper. La question n'est pas la prison en soi, mais la qualité de contenance et de pensée qui peut y être proposée. La multiplication des sursis, cette justice de la dernière chance, peut alors être pour ces sujets précisément une perte de chance. Ceci est loin d'être compris par beaucoup de responsables politiques. Et c'est souvent seulement lorsqu'une réponse judiciaire est suffisamment ferme que certaines familles sont obligées de venir s'interroger sur leurs dysfonctionnements ».

Problème majeur souligné par le pédopsychiatre ; le déclin de l'autorité. Familiale, scolaires, judiciaire, sociétale. Et la place laissée à l'enfant roi, au « moi je » comme au « droit à

» et au final, la violence gratuite, et les victimes collatérales. « *Tout ceci est d'autant plus difficile à comprendre qu'à notre époque, les interdits ne sont plus "portés" par le groupe social, beaucoup de parents ne prennent plus en compte le "qu'en-dira-t-on", le regard des autres qui souligne que "ça ne se fait pas", sorte de honte qui aidait les parents à réguler les comportements de leurs enfants. Difficile aussi à notre époque où beaucoup de médias tournent systématiquement en dérision toute tentative de rétablissement des interdits nécessaires. Pourtant il est devenu inévitable de relégitimer un principe d'autorité très ferme à tous les niveaux (école, respect de la police, etc.) pour restructurer notre fonctionnement collectif et pour empêcher la perte de toute idée de "bien commun" ».*

Si seulement Emmanuel Macron et les décideurs politiques, plutôt que de s'émerveiller sur *Les Misérables*, [film par et pour la banlieue](#), écoutaient et lisaient Maurice Berger...

Crédit photo : DR

[cc] Breizh-info.com, 2019, dépêches libres de copie et de diffusion sous réserve de mention et de lien vers la source d'origine – V

<https://www.breizh-info.com/2019/11/19/130819/maurice-berger-p-edopsychiatre-revele-les-vraies-raisons-de-lexplosion-de-la-violence-gratuite-en-france>